

entreront en vigueur en 1971, tout sera réglé; les petits salariés connaîtront alors tous les avantages de la société juste. C'est faux. Une imposition plus juste aidera, bien entendu. Nous ne savons pas encore dans quelle mesure elle sera juste et combien de propositions seront adoptées. Mais une imposition plus équitable ne fournira pas nécessairement un revenu aux 4.5 à 5 millions de Canadiens démunis. Seul un revenu garanti peut le faire et seul le Parlement peut fixer ce revenu minimum.

Où prendra-t-on l'argent? Il n'existe toujours qu'une seule source possible: le contribuable, dont les moyens dépendent des richesses que le pays peut produire. Cependant, une bonne partie de cet argent sert aujourd'hui au maintien de la pauvreté. La pauvreté n'est pas bon marché. Dans son dernier rapport, le Conseil économique signale que la pauvreté est un luxe dispendieux. En maintenant les gens dans la pauvreté, on utilise des ressources précieuses pour soigner plus de maladies qu'il n'en existerait autrement, on consacre d'importantes ressources à l'administration de programmes publics d'assistance et de bien-être. Maintenir les gens dans la pauvreté, cela veut dire aussi payer un plus grand nombre d'agents de police et de juges et maintenir un plus grand nombre de prisons qu'il n'en faudrait autrement; cela veut dire aussi perdre des aptitudes et des talents humains dans une mesure scandaleuse. Et quels ont été les résultats du maintien de la pauvreté? Des êtres humains frustrés, aliénés, perdus et brisés qui vivent dans des conditions pénibles et ne savent que par la télévision comment se déroule la vie au XX^e siècle. Et, à l'occasion, nous chargeons un comité d'aller s'apitoyer sur leur sort. Rien d'étonnant que les jeunes se révoltent contre notre hypocrisie!

• (10.10 p.m.)

Le moment est venu de nous rendre compte qu'alors que des millions de Canadiens sont toujours en proie à la pauvreté, le reste d'entre nous ne sauraient continuer de vivre impunément dans l'opulence. Le moment est venu de relever le défi et de supprimer entièrement la pauvreté et, comme on l'a si souvent signalé à la Chambre, bien qu'on ne trouve jamais d'argent pour assurer certaines choses, un revenu garanti par exemple, nous savons très bien que si une guerre se déclençait du jour au lendemain, l'argent importerait peu; on en trouverait et en quantité voulue.

Le premier pas qui s'impose dans cette voie, c'est l'établissement d'un revenu minimum ferme, fondé sur un niveau de vie moderne et adapté aux fluctuations de ce

niveau de vie. Nous ne voulons sûrement pas que l'on dise de nous, ce que disaient amèrement, de leurs riches bienfaiteurs, les pauvres gens de l'histoire racontée par le député de Lanark et Renfrew (M. McBride): Ils confirment notre titre de vagabonds. Le revenu garanti sera un premier pas, car il fera disparaître cet acte d'accusation vis-à-vis du reste d'entre nous.

M. J. E. Walker (secrétaire parlementaire du premier ministre): Monsieur l'Orateur, je remercie la représentante de l'intérêt constant qu'elle manifeste à ce problème, intérêt que nous partageons tous, j'en suis sûr, les députés tout comme le gouvernement. Comme la représentante le sait, le premier ministre (M. Trudeau) a répondu de la seule façon possible à la question qu'elle lui posait à la Chambre, le 5 novembre dernier. Voici ce qu'il disait, comme en fait foi la page 547 du harsard:

Monsieur l'Orateur, si c'est d'un revenu annuel garanti que parle l'honorable représentante, je puis lui répondre que nous examinons en effet cette question depuis quelque temps. Je ne suis pas en mesure d'indiquer quand une déclaration sera faite à ce sujet, parce qu'en tant que gouvernement, nous ne sommes pas encore sûrs qu'il s'agisse là d'une mesure réaliste.

Lorsque le premier ministre a employé l'adjectif «réaliste», il parlait d'une mesure qui soit concrètement avantageuse aux gagnepetit. Il est inutile de faire quoi que ce soit avant de savoir si l'initiative du gouvernement se soldera ainsi.

Il est évident aussi, d'après les observations du premier ministre, que le gouvernement s'est intéressé constamment aux Canadiens qui vivent d'un maigre revenu. Toutes ces propositions de réforme fiscale au sujet desquelles le député a eu quelques paroles aimables il y a un instant, présentées dernièrement par un ministre des Finances authentiquement libéral, et appuyées par le gouvernement, prouvent sans conteste que le gouvernement se préoccupe avant tout de créer une société juste et équitable pour tous les Canadiens. Les moyens d'y parvenir donnent lieu à une discussion et à un examen comme celui que le premier ministre a suggéré dans sa réponse au député.

Je pourrais ajouter que je partage l'intérêt profond et sincère que manifeste la représentante depuis des années, et je suis persuadé que le gouvernement actuel présentera des propositions qui seront des plus satisfaisantes pour les familles canadiennes défavorisées. Je suis tout à fait sûr que tous les députés approuveront ces propositions lorsqu'elles seront énoncées.